

[Text]

the country. We have the highest level of our executive class out in the regions for a number of our major departments, Employment and Immigration and others... whereby there will be no one other than the deputy minister more senior to them in Ottawa. So we have people out there rubbing shoulders with industry, rubbing shoulders with various clientele, that should be helping us to ensure their programs are designed better than they would be if it were just people in Ottawa or Hull working on them.

But I do not pretend we have a perfect system. We clearly do not. For one thing, we suffer from a problem that, again, many of us have been worried about, and that is a senior Public Service in Ottawa that largely has not worked outside of Ottawa. We really have almost two Public Services. We have a regional Public Service where most of the people have tended to follow careers in the region, and then we have a national capital region Public Service, where most of the people have followed careers entirely within the national capital, at least the senior levels.

That is a problem. It is a problem to correct, insofar as the trends in the private sector about geographic moves suggest a downward trend at precisely a time when we in many ways would like to see an upward trend in the Public Service. But persuading people with families, with working spouses, to move from here to say Calgary, or the reverse, persuading someone from Calgary to come to Ottawa, can be very difficult indeed. Again, we are aware of the problem. We do not have an easy solution to it.

We can do the same kind of thing with advisory committees and what have you, by drawing in people from various segments of society to advise at an early enough stage in the design of programs and hope through that means we can avoid some of the mistakes those of us who have not had much private sector experience might otherwise fall into.

Mr. Fretz (Erie): I want to thank you, Mr. Edwards, for giving us some insight.

Regarding Public Service 2000, I want to pick up on the line of questioning by our chairman and perhaps give a few observations and pose a question or two. On your most recent comments in response to the chairman, it occurred to me that perhaps if our civil service were modelled to some degree after the foreign service, where people are employed in Ottawa and then go out as third secretaries and second secretaries, work their way up, and eventually become an ambassador or high commissioner... that type of thing. I would like your response to that. Would that prove to be of value even though it creates hardships with families and moving?

[Translation]

nombre de cadres supérieurs qui travaillent maintenant au niveau régional dans l'ensemble du pays. Plusieurs des ministères les plus importants, Emploi et Immigration et d'autres, ont dans les régions des cadres appartenant à la catégorie la plus élevée et qui n'auraient d'autre supérieur que le sous-ministre à Ottawa. Nous avons donc des fonctionnaires qui, sur place, sont en rapport direct avec les représentants de l'industrie et des diverses clientèles, ce qui devrait nous aider à avoir des programmes mieux adaptés qu'ils ne le seraient si ceux qui les conçoivent étaient tous à Ottawa ou Hull.

Je ne peux naturellement pas prétendre que nous ayons un système parfait. Il est évident que ce n'est pas le cas. D'une part, nous souffrons d'une situation qui préoccupe bon nombre d'entre nous, et c'est le fait que nous avons à Ottawa des hauts fonctionnaires qui, dans l'ensemble n'ont jamais travaillé à l'extérieur d'Ottawa. En fait, nous avons presque deux fonctions publiques. La fonction publique régionale où la majorité des fonctionnaires font carrière dans la région, et une fonction publique de la région de la Capitale nationale où la plupart des fonctionnaires ont fait carrière uniquement dans la Capitale, tout au moins au niveau supérieur.

La situation est problématique, il faut la rectifier, et ceci au moment où dans le secteur privé la tendance est vers une réduction des déplacements géographiques précisément au moment où, à bien des égards, nous voudrions qu'elle augmente dans la Fonction publique. Mais il est très difficile de persuader quelqu'un qui a une famille, dont l'épouse travaille, de quitter Ottawa pour aller à Calgary, ou, à l'inverse, d'aller de Calgary à Ottawa. Ici encore, nous réalisons qu'il y a un problème mais nous n'y avons pas trouvé de solution facile.

Nous pouvons procéder d'une manière analogue en ayant recours à des comités consultatifs et organisations similaires qui regroupent des personnes venant de différents segments de notre société qui peuvent, espérons-nous, nous apporter leurs conseils suffisamment tôt dans le processus d'élaboration des programmes pour nous permettre d'éviter certaines des erreurs que ceux d'entre nous qui n'ont guère d'expérience dans le secteur privé pourraient commettre.

M. Fretz (Erie): Je vous remercie, monsieur Edwards, de nous avoir communiqué vos perceptions.

En ce qui concerne Fonction publique 2000, je voudrais reprendre les questions soulevées par notre président, faire quelques remarques et vous poser une question ou deux. En écoutant votre réponse à notre président, je me suis demandé si la fonction publique ne pourrait pas, dans une certaine mesure, suivre le modèle des Affaires extérieures où les personnes qui sont engagées travaillent d'abord à Ottawa et ensuite partent sur le terrain comme troisièmes ou deuxièmes secrétaires, progressent et finalement deviennent ambassadeurs ou hauts commissaires, ce genre de situation. J'aimerais entendre vos commentaires à ce sujet. Cela serait-il utile même s'il en résultait des difficultés pour les familles et des déménagements?